

Le 24 novembre 2021

L'honorable Mary Ng
Ministre du Commerce international, de la Promotion des exportations, de la Petite Entreprise et
du Développement économique
Chambre des communes,
Ottawa (Ontario) K1A 0A6

Courriel : mary.ng@parl.gc.ca

Chère Ministre Ng,

Nous vous écrivons concernant la réponse du Canada au sujet du dépôt d'une proposition formelle de l'Inde et de l'Afrique du Sud auprès de l'Organisation mondiale du commerce (« OMC ») afin de déroger temporairement à l'Accord sur les Aspects des droits de propriété intellectuelle liés au commerce ([Accord sur les ADPIC](#)) par rapport aux produits et technologies pour la prévention, l'endigement et le traitement de la COVID-19 (« la dérogation aux ADPIC ») (révisé le 21 mai 2021, [IP/C/W/669/Rev.1](#)).

Nous avons espoir que le Canada aurait déjà annoncé son appui à cette proposition, à la suite des discussions récentes avec d'autres membres de l'OMC et par anticipation d'une décision sur cette question lors de la réunion du cabinet ministériel qui aura lieu le 29 novembre prochain.

Comme vous le savez, plus de 100 membres de l'OMC ont exprimé leur appui à la dérogation aux ADPIC et plus de 60 membres de l'OMC ont accepté de coparrainer la proposition. Les États-Unis ont appuyé la dérogation aux ADPIC en ce qui concerne les vaccins contre le SARS-CoV-2. Or, le Canada a, jusqu'à présent, refusé d'appuyer la proposition et, avec quelques membres de l'OMC, a empêché son adoption par consensus.

Madame la Ministre, l'échec de l'adoption de la proposition de dérogation aux ADPIC pourrait coûter des millions de vies, à la fois dans les pays qui ont peu ou pas d'accès à des produits et technologies nécessaires et dans les pays comme le Canada où l'on continue d'être vulnérables aux nouvelles variantes de la COVID-19. Plusieurs experts, incluant l'administratrice en chef de la santé publique du Canada, affirment que d'assurer l'accessibilité des vaccins dans tous les pays, pas seulement dans les pays à revenu élevé, est une stratégie efficace pour limiter la propagation de la COVID-19, pour aider à empêcher l'émergence de nouvelles variantes transmissibles ou mortelles et pour protéger la santé et la vie dans tous les pays. Le premier ministre Justin Trudeau a répété ce fait non controversé à plusieurs reprises.

Le Secrétaire général des Nations Unies a remarqué, lors du [sommet mondial sur la COVID-19](#) du 22 septembre 2021, que les pays à revenu élevé ont administré 61 fois de plus de doses de vaccin par habitant que les pays à faible revenu et que seulement 3 pourcent des Africains ont été vaccinés. Il a insisté que les pays à faible et à moyen revenu doivent être en mesure de développer et d'accéder aux technologies de la santé. Le 14 octobre 2021, plusieurs experts indépendants des Nations Unies ont envoyé une lettre au Canada et à d'autres États qui refusent

d'appuyer la dérogation aux ADPIC, soulignant dans leur [communiqué](#) que « [l]es États ont la responsabilité collective d'utiliser tous les moyens disponibles pour faciliter un accès plus rapide aux vaccins, notamment en introduisant une dérogation temporaire aux droits de propriété intellectuelle pertinents en vertu de [l'Accord sur les ADPIC], afin de garantir que la protection des brevets concernant les vaccins ne devienne pas un obstacle à la garantie effective du droit à la santé ».

Les organes de surveillance des droits de la personne des Nations Unies ont également précisé que le refus d'appuyer la dérogation aux ADPIC violerait les obligations du Canada imposées par les traités internationaux sur les droits de la personne qui ont été ratifiés par le Canada, ainsi que d'autres normes du droit international des droits de la personne. Ces obligations comprennent notamment des obligations de coopération internationale pour garantir les droits à la santé et à la vie, [telles que résumées dans l'annexe](#). Selon nous, faire obstacle à l'adoption de la dérogation aux ADPIC violerait le devoir légal du Canada de mettre en œuvre de bonne foi ses obligations en matière de droit international des droits de la personne, comme l'exige la *Convention de Vienne sur le droit des traités*. Nous sommes d'ailleurs d'avis que faire obstacle à l'adoption de la dérogation aux ADPIC violerait également la *Charte canadienne des droits et libertés* (« *Charte* »), cette dernière devant être interprétée conformément aux normes contraignantes du droit international des droits de la personne. Cela violerait les droits à la vie et à la sécurité de la personne des résidents vulnérables du Canada en vertu de l'article 7 de la *Charte*, ainsi que les droits des femmes, des personnes âgées, des personnes avec handicaps, des Autochtones, des personnes noires ou racialisées, des personnes qui vivent dans la pauvreté et d'autres groupes protégés par l'article 15 qui sont affectés de manière disproportionnée.

Ces violations de normes impératives du droit international et de la *Charte* pourraient devenir le fondement de contestations judiciaires devant les tribunaux canadiens et nous avons considéré tenter une telle action, en coordination avec des initiatives judiciaires dans plusieurs autres pays qui n'ont pas soutenu la dérogation aux ADPIC qui est proposée.

Toutefois, nous demeurons persuadés que le Canada et d'autres membres de l'OMC décideront d'appuyer la dérogation aux ADPIC lors de la prochaine réunion ministérielle et ainsi éviter le besoin d'un contrôle judiciaire devant des tribunaux nationaux.

Nous vous remercions de votre attention concernant cette affaire urgente.

Sincèrement,

Copies:

Hon. David Lametti, ministre de la Justice

Hon. Pablo Rodriguez, ministre du Patrimoine canadien

Hon. Harjit Sajjan, ministre du Développement international

Hon. Filomena Tassi, ministre des Services publics et de l'Approvisionnement

Hon. Jean-Yves Duclos, ministre de la Santé.

=====

Organisations

Action Canada for Sexual Health and Rights
Amnesty International Canada (English Branch)
Canada Without Poverty
Canadian Centre for Policy Alternatives
Canadian Civil Liberties Association
Canadian Federation of Nurses Unions
Canadian Feminist Alliance for International Action (FAFIA)
Cancer Alliance, South Africa
Charter Committee On Poverty Issues (CCPI)
Coalition canadienne de la santé
Colour of Poverty - Colour of Change
Cooperation Canada
Council of Canadians - Le Conseil des Canadiens
DAWN Canada
ESCR-Net - International Network for Economic, Social and Cultural Rights
Foundation for Integrative AIDS Research (FIAR) (United States)
Friends of MediCare
Global Citizen
Heps Uganda
HIV Legal Clinic Ontario (HALCO)
HIV Legal Network
Indigenous Disability Canada / British Columbia Aboriginal Network on Disability Society
Inter Pares
Madhira Institute (Kenya)
Malawi Health Equity Network (MHEN)
Mouvement Populaire pour la Santé (France)
National Association of Women and the Law
Nova Scotia Health Coalition
OCASI - Ontario Council of Agencies Serving Immigrants
ONE Campaign
Oxfam Canada
Oxfam Québec
Partners In Health Canada
People's Health Movement Canada
People's Health Movement South Africa
Plan International Canada

President of the International Commission of Jurists, Canada
Punjabi Community Health Services
Results Canada
SECTION27 (South Africa)
Social Rights Advocacy Centre
South Asian Legal Clinic of Ontario
The Shift
Trade Justice Network
University of Cape Town, Department of Public Health Medicine

Personnes

Alex Neve
Senior Fellow
Graduate School of Public and International Affairs, University of Ottawa

Anne-Emanuelle Birn
Professor

Antoinette Handley
Professor
University of Toronto

Arianna Schouten

Audrey R. Chapman
Professor of Medical Ethics

Barbara Cameron
Associate Professor
York University

Barbara Kaim

Blair Redlin

Bonnie Campbell
Professor Emeritus
Université du Québec à Montréal

Candice Sehome
Advocacy Officer

Colin Soskolne, PhD

Daniel Grace
Associate Professor
University of Toronto

David Bock

Donna Mergler
Professor

Erica Di Ruggiero
Associate Professor
University of Toronto

Etienne Roy Grégoire
Professor
Université du Québec à Chicoutimi

Firoze Manji
Adj. Professor
Institute of African Studies, Carleton University, Ottawa

Gaëtane Gascon

Gavin Fridell
Canada Research Chair
Saint Mary's University

Gilles Duruflé
Independent consultant

Gordon Laxer

Jackie Dugard
Associate Professor
University of the Witwatersrand

Jan Akko Eleveld

Jeremy Snyder
Professor

Simon Fraser University

Jillian Clare Kohler

Professor

Leslie Dan Faculty of Pharmacy, University of Toronto

Joel Lexchin

Emergency department physician

University Health Network

Julia Smith

Assistant Professor

Simon Fraser University

Dr. Kate Tairyan, MD, MPH

Senior Lecturer, Director of Undergraduate Program

Faculty of Health Sciences, Simon Fraser University

Kathleen Ruff

Kim Elliott

Krishna Kumar

PHM AND JNU

Laurel Baldwin-Ragaven

Professor

Lilian Chenwi

Professor

University of the Witwatersrand School of Law

Lindsey Wagner, RN

Lisa Forman

Associate Professor

Canada Research Chair in Human Rights and Global Health Equity

University of Toronto

Marc-André Gagnon

Associate Professor

School of Public Policy and Administration, Carleton University

Margie Mendell

*Professor Emerita
Concordia University*

Dr. Marlise Richter

Martha Jackman
*Professor,
Faculty of Law, University of Ottawa*

Matiangai Sirleaf
*Nathan Patz Professor of Law
University of Maryland School of Law*

Maxwell Smith
*Assistant Professor
Western University*

Dr. Melissa Lev

Obiora Okafor
Professor

Paula Braitstein
*Associate Professor
University of Toronto*

Phyllis Orner

Richard Elliott, LLB, LLM
Health & human rights lawyer

Robert Armstrong

Ronald Labonte
*Professor and Distinguished Research Chair
University of Ottawa*

Roojin Habibi
*Research Fellow and Lawyer
Global Strategy Lab,
Osgoode Hall Law School (York University)*

Ruth Lopert

*Adjunct Professor
George Washington University*

Sandra Liebenberg
*Distinguished Professor; HF Oppenheimer Chair in Human Rights Law
Stellenbosch University*

Shelagh Day
*Member of the Order of Canada,
Chair, Human Rights Committee, Canadian Feminist Alliance for International Action*

Stephanie Nixon
*Professor
University of Toronto*

Stuart Trew
*Senior Researcher
Canadian Centre for Policy Alternatives*

Suzanne Aubry

Vincent Calderhead
Pink Larkin

Dr. Wolfgang Hein
*Professor
German Institute For Global and Area Studies*

Y.Y. Chen
*Associate Professor
University of Ottawa, Faculty of Law*